

GENÈVE INTERNATIONALE

Bulletin de l'intergroupe parlementaire



ÉDITO

Marco Chiesa
Conseiller aux États

IA, le rendez-vous de Genève

Qui possédera l'IA la plus puissante dominera le monde, dit-on. La bataille pour l'hégémonie numérique est donc engagée. Elle anime tous ceux qui aspirent à gagner cette bataille et qui sont lancés dans une course à bien des égards effrayante et que personne ne semble pouvoir freiner. Pourra-t-on les raisonner ? C'est le pari ambitieux de la Suisse, qui accueille en juin prochain à Genève le Sommet mondial de l'Intelligence artificielle. Fixer des règles claires sans étouffer l'innovation et faire en sorte que l'IA soit mise au service du bien-être et du progrès social : tel est l'objectif annoncé.

Car la crainte grandit de voir l'invention échapper à ses inventeurs comme la créature du Dr Frankenstein. Les patrons de high tech eux-mêmes sont parfois saisis d'effroi. Le Pape Léon XIV vient de rédiger une encyclique sur la question, « Magnifica Humanitas », dont le sous-titre inspire : « Sur la sauvegarde de la personne humaine à l'heure de l'intelligence artificielle ». Le sommet de Genève a pour ambition de mettre l'homme au centre des préoccupations et de renforcer la confiance dans une technologie dont les progrès fulgurants fascinent autant qu'ils inquiètent.

La Suisse sauvera-t-elle le monde ? Sans doute pas, et certainement pas seule, mais elle peut y contribuer grâce à son écosystème d'experts, de centres de recherche et d'innovation et d'organisations internationales prêts à mobiliser leurs ressources. La récente conférence AI for Good de juin en témoigne. Et le besoin de règles ne doit pas faire oublier tout ce que l'IA peut apporter à l'humanité dans les nouveaux défis auxquels elle est confrontée. On n'a jamais eu autant besoin de capacités prédictives dans les domaines du climat, de la santé, du développement, de l'humanitaire. C'est aussi un enjeu de justice. Il s'agit de favoriser l'accès à l'IA et aux infrastructures nécessaires, sans oublier les pays du Sud. L'Afrique, par exemple, ne dispose que de 1% de la capacité mondiale en centres de données.

Toutes ces réflexions seront au cœur de la conférence de l'année prochaine à Genève. C'est un rendez-vous crucial pour l'avenir du monde et un nouveau défi pour la Suisse. Notre pays doit aussi veiller à rester un lieu de recherche, d'innovation et de développement de l'IA. Espérons qu'il débouche sur des actions concrètes et des initiatives fortes. ■



L'ENJEU

Le travail à l'heure de l'IA

Elle détruira les emplois, en créera d'autres. Les plus audacieux prédisent une nouvelle ère où l'homme sera moins assujéti au travail, les réalistes s'inquiètent plutôt de ce qu'il va advenir de tous ceux qui perdront leur emploi et des conditions réservées aux autres, opérateurs des machines intelligentes. L'IA n'en finit pas d'imprégner tous les domaines de la vie, et le travail n'échappera pas aux bouleversements à venir. C'est dans ce contexte que la Conférence internationale du Travail, qui s'est réunie à Genève en juin sous l'égide de l'OIT (l'Organisation internationale du Travail), a adopté une première convention sur le travail décent dans l'économie des plateformes.

La Convention (dite C193) invite les États membres « à veiller à ce que les travailleurs des plateformes numériques jouissent des droits fondamentaux au travail, notamment la liberté d'association et le droit de négociation collective, la protection contre la discrimination, le travail des enfants et le travail forcé, ainsi que le droit à un environnement de travail sûr et sain ». Des milliers de participants représentant des gouvernements du monde entier, des employeurs et des syndicats se sont entendus

pour adopter une résolution qui fait date dans l'histoire du travail. Elle intervient alors que les alertes d'ingénieurs mais aussi de patrons de la tech se multiplient comme s'ils redoutaient ne pas pouvoir maîtriser à un moment donné la formidable invention.

Le fondateur de Microsoft, Bill Gates, vient de publier une tribune stupéfiante où il annonce de terribles conséquences pour l'humanité si nous ne réagissons pas à temps. Lui qui était le chantre de l'innovation technologique tremble désormais et craint que tout cela aille trop vite, que nous ne prenions pas le temps de la réflexion et que nous ne soyons pas capables de gérer une transition qui soit juste, égalitaire et respectueuse de l'humain. Le milliardaire reconverti en lanceur d'alerte fait l'inventaire des risques et des menaces et suggère quelques pistes, comme réserver des emplois aux humains ou taxer les robots. Il appelle à une coopération internationale. « Nous avons besoin d'un plan pour nous assurer que le bien l'emporte sur le mauvais », dit-il. L'OIT s'y emploie. « Notre mission, rappelle Gilbert F. Houngbo, directeur de l'OIT, consiste à veiller à ce que tous les pays, toutes les entreprises et tous les travailleurs aient une chance équitable de participer à cette transformation et d'en

tirer profit ». L'inquiétude grandit car si par le passé chaque nouvelle technologie n'a pas remplacé l'homme, on n'en est plus si certain avec le développement formidable de l'IA. Dans ce monde où s'installent peu à peu les robots et où des millions d'employés travaillent à distance, dispersés sur la planète, sous l'œil de l'IA, défendre le droit du travail est d'autant plus complexe. La décision de la Conférence témoigne du besoin de repositionner l'humain au centre de l'économie numérique. Les organisations internationales y travaillent concrètement depuis plusieurs mois et l'humain sera au centre de la Conférence internationale sur l'IA de l'année prochaine. Genève affirme ainsi sa volonté de jouer un rôle central dans un monde nouveau certes, mais qui ne peut pas s'émanciper du droit ni se priver de règles communes. ■

GENÈVE TRAVAILLE POUR LE MONDE

Un centre de discussions sur l'IA

Bien avant que les actualités ne fassent chaque jour écho des opportunités et risques liés à l'IA, Genève accueillait déjà des discussions sur la gouvernance et l'usage de cette technologie pour le bien commun. Depuis 2017, l'Union internationale des Télécommunications organise ce rendez-vous annuel,

qui rassemble dans notre canton des milliers de diplomates, experts et entreprises venus du monde entier. En 9 ans, l'événement est passé de 400 participants à plus de 12'000. Il constitue un exemple éloquent de la capacité du système multilatéral présent à Genève à initier le dialogue sur les nouveaux enjeux. ■



12'000
participants en
2026



11
Chefs d'États
représentés
en 2026



177
pays représentés en
2026



Doreen Bogdan-Martin
Secrétaire générale
Union internationale des
Télécommunications

L'INVITÉE

Garantir que l'IA profite à tous

Comment peut-on raisonnablement envisager de réglementer l'IA ?

L'IA est de plus en plus perçue comme un enjeu géostratégique majeur, et de nombreux pays investissent, à des degrés divers, dans des capacités souveraines en IA. Les approches réglementaires varient d'un pays à l'autre, et les États sont pleinement en droit de faire leurs propres choix politiques en matière de mise en œuvre. Mais les modèles d'IA, les données, les infrastructures et les services d'IA franchissent constamment les frontières, ce sont autant d'opportunités et de risques. Notre mission est de construire un terrain d'entente suffisant pour prévenir les divisions, protéger les gens et garantir que l'IA profite à tous. Cela implique de fonder les décisions sur des bases scientifiques solides, d'élaborer des normes communes, et de renforcer la capacité des pays à utiliser l'IA de manière responsable. La Geneva Digital Week, organisée par l'UIT en juillet, a posé les bases de cette démarche. Chaque pays a pu apprendre des autres et partager ses priorités. Ainsi, même si les choix de gouvernance peuvent différer, la coopération internationale demeure la meilleure voie vers une IA sûre et fiable.

Genève sera-t-elle en mesure de jouer un rôle décisif dans le contexte géopolitique mondial actuel ?

Les tensions géopolitiques actuelles, conjuguées à l'évolution technologique rapide, rendent l'écosystème genevois plus indispensable que jamais. Aucun pays ne peut relever seul les défis numériques tels que les risques liés à l'IA, la cybersécurité ou même la dura-

bilité spatiale. Genève a démontré sa capacité à transformer la compétition en coopération grâce à sa neutralité, son écosystème multipartite et son pouvoir de rassemblement. En juillet dernier, par exemple, plus de 12'000 participants de 177 pays se sont réunis pour le premier Dialogue mondial des Nations Unies sur la gouvernance de l'IA, le Sommet « AI for Good » et le Sommet mondial sur la société de l'information, autour d'un objectif : garantir que les technologies numériques profitent à tous. Alors qu'elle continue de se forger une réputation de pôle de coopération numérique, le rôle historique de Genève doit être constamment renforcé par des investissements soutenus et une volonté politique forte afin de préserver l'ouverture, la pertinence et la résilience de son écosystème unique.

Quelle est la contribution de l'UIT à la nouvelle Commission mondiale de « IA for Good », récemment créée à Genève ?

La Commission réunit plus de 40 membres, CEO, chefs d'État et de gouvernement, dirigeants des Nations Unies, afin de définir des pistes concrètes pour renforcer la confiance, élargir l'accès à l'IA et libérer son potentiel pour relever les défis du monde réel au rythme des évolutions technologiques. Le rôle de l'UIT est d'appuyer les travaux de la Commission ainsi que le secrétariat, et j'en assure la vice-présidence. L'UIT et d'autres membres de la Commission, comme l'UNESCO, le PNUD, l'OMPI et l'OMC, contribuent à faire entendre la voix des pays sous-représentés et à mobiliser société civile et monde académique qui œuvrent à ce que l'IA profite à l'humanité entière. ■

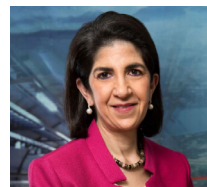
LES ACTUALITÉS



Une fresque pour la solidarité

Une fresque monumentale sur la prairie du Gurten, à Berne. Handicap International Suisse et l'artiste Saype marquent ainsi les 30 ans de l'organisation, Nobel de la paix en 1997. A voir, du 24 septembre au 6 octobre.

Plus d'informations
ici



Une physicienne à la tête du Geneva AI Summit

Fabiola Gianotti, ancienne directrice générale du CERN, pilotera le Sommet mondial sur l'IA que la Suisse accueille à Genève en juin 2027. Elle est chargée par le Conseil fédéral de mettre en place la stratégie du Sommet et de veiller à la coordination des projets.

Plus d'informations
ici.



« Code critique », une BD sur l'IA et la coopération internationale

La Fondation pour Genève a lancé le 27 août une bande dessinée destinée à initier des débats dans les classes de toute la Suisse sur les enjeux liés à l'IA et le rôle de la coopération internationale.

Plus d'informations
ici.



Genève internationale

Bulletin de l'intergroupe parlementaire
N°12 | Septembre 2026

www.fondationpourgeneve.ch
IG_Geneve_internationale@fondationpourgeneve.ch

© Fondation pour Genève